

A : neutralite@arcep.fr

Consultation de l'ARCEP sur la mise en place d'une collecte régulière d'informations sur les marchés de l'interconnexion

L'Association des Sites Internet Communautaires (ASIC) se félicite de la volonté continue et affichée de l'ARCEP de progresser les débats en France afin de protéger le caractère neutre et ouvert de l'Internet. Il est important de rappeler que la France, et l'Europe généralement, connaît malheureusement une situation insatisfaisante, avec des restrictions arbitraires à l'usage de l'Internet particulièrement prévalentes sur le marché de l'accès mobile à l'Internet.

L'accès fixe à Internet est également exposé à des risques de discrimination – bridage artificiel ou blocage d'applications, de services ou de contenus spécifiques par un ou plusieurs opérateurs. Les restrictions destinées à pénaliser des fournisseurs de services peuvent intervenir au niveau de la gestion de trafic, du transcodage, des proxys ou pour un blocage pur et simple du DNS. L'ASIC souhaite ainsi souligner auprès de l'ARCEP que les restrictions des capacités de *peering* ou de *transit* ne sont qu'un moyen parmi d'autres pouvant porter atteinte à un fournisseur de services en ligne.

Ces restrictions, contraires en tout point à l'esprit des propositions et recommandations faites sur le sujet par l'ARCEP le 30 Septembre 2010, et qui impactent directement grand nombre de citoyens et consommateurs en France, doivent être corrigées sans délai par l'ARCEP.

Dans cette optique, nous nous réjouissons des efforts de l'ARCEP pour traiter la question de la neutralité des réseaux de façon 'holistique', et la méthodologie proposée nous semble largement appropriée. Cependant, il nous apparaît important de focaliser les efforts de l'ARCEP sur les problèmes existants et prouvés, et les plus sévères – ceux mentionnés ci-haut, au niveau de l'accès mobile à l'Internet en particulier¹.

Il ne semble pas que des problèmes majeurs et systématiques existent dans le marché du *peering*. Voire le contraire : un rapport récent de l'OCDE sur le sujet par exemple, qui fut

¹ L'arrivée sur le marché de l'offre de Free Mobile (dont les conditions générales d'abonnement tiennent en une page) sans restriction sur la VoIP, le P2P etc. représente évidemment une avancée importante. Cependant, le fait est que la plupart des abonnés restent contractuellement liés à leur opérateur existant.

présenté à un séminaire commun du BEREC et de l'OCDE en Novembre 2011, suggère en effet que le marché du peering est efficace et concurrentiel. Sur 142.210 contrats de peering étudiés par l'OCDE, représentant 86% des opérateurs Internet dans 96 pays ; 99.51% des arrangements ne nécessitent même pas de contrats grâce à leur simplicité,; et les prix de transport des données sont les moins chers de toutes les méthodes utilisées².

Par ailleurs, dans deux décisions à l'encontre de l'autorité de réglementation polonaise UKE³, la Commission Européenne a également clairement indiqué que le marché du peering et du transit IP ne devrait pas faire l'objet de réglementation, vu son caractère éminemment concurrentiel, et qu'il n'y a pas lieu de distinguer des marchés distincts de peering gratuit et de transit IP payant.

Ces conclusions ne signifient pas qu'il ne peut exister des cas de tensions ou de mauvaises pratiques par certains acteurs de ce marché, mais cela ne semble pas se traduire en un problème systémique qui mériterait une attention poussée, voire une réglementation.

De plus, il nous semble crucial de ne pas disperser les ressources dédiées à la question de la neutralité des réseaux par une analyse régulière sur le peering, mais plutôt de focaliser les ressources du régulateur sur les problèmes majeurs qui sont patents sur le marché du détail pour l'accès mobile à l'Internet. Il faut en effet éviter le risque de diluer le débat et de diminuer l'efficacité de l'effort louable entrepris par les autorités françaises pour résoudre les vrais problèmes posés par les restrictions abusives des opérateurs mobiles en France pour le choix des consommateurs et l'avenir des entreprises innovantes en France et en Europe.

S'agissant précisément de l'avenir des entreprises innovantes en France et en Europe, l'ASIC souhaiterait attirer l'attention de l'ARCEP sur la charge qu'une collecte trimestrielle telle qu'envisagée par l'ARCEP représenterait pour les acteurs de l'Internet, en particulier les

² Voir: OCDE: "Internet traffic exchange: market developments and policy challenges", OECD DSTI/ICCP/CISP(2011)2. www.oecd.org; et: Dennis Weller, *Navigant Economics*: "IP Traffic Exchange Market Developments and Policy Challenges", Séminaire BEREC/OECD, Bruxelles, 2 Novembre 2011, <http://erg.ec.europa.eu/doc/berec/oecd/weller.pdf>

³ Décision de la Commission du 3 Mars 2010, Cas PL/2009/1019: "The wholesale national market for IP traffic exchange (IP transit)"; Cas PL/2009/1020: "The wholesale market for IP traffic exchange (IP peering) with the network of Telekomunikacja Polska S.A." http://circa.europa.eu/Public/irc/infso/ecctf/library?l=/poland/registered_notifications/pl20091019-1020/act_part1_v4pdf/EN_1.0_&a=d

nombreuses start-ups qui composent l'écosystème. Même les plus grosses entreprises de l'Internet ne disposent pas actuellement des ressources nécessaires pour répondre à une collecte trimestrielle telle qu'envisagée. Ce serait mission impossible pour les nombreuses petites et moyennes entreprises de l'Internet actives en France.

Il ne faut pas négliger l'impact de la mesure mise ici en consultation par l'ARCEP sur l'attractivité de la France pour l'écosystème du web, en particulier du point de vue des *hubs* de trafic IP. Une telle lourdeur administrative risque de peser sur le développement des points d'échange en France. L'ASIC craint en effet que la mesure proposée ici par l'ARCEP ne pénalise le développement des points de *peering* en France, alors que notre territoire est déjà en retrait par rapport à des sites comme Londres, Amsterdam ou Francfort qui brassent actuellement des volumes de trafic Internet plusieurs fois supérieurs. Or, il y a des enjeux stratégique et industriel évidents à attirer et développer les "*hubs*" de trafic internet en France.

Plus grave, on peut aller jusqu'à craindre un impact sur la qualité de service pour les internautes français. La présente collecte de données va concerner le *peering*, qu'il s'agisse de *peering* physiquement localisé en France, de *peering* avec des opérateurs français ou de *peering* hors de France mais à destination d'internautes français. Or, jusqu'à présent, comme cela a été souligné plus haut, le *peering* s'est établi sur des bases majoritairement informelles. Si le régulateur français impose une lourdeur administrative unique au plan mondial, les opérateurs risquent tout simplement d'arbitrer en défaveur du *peering*. Le *peering* est pourtant optimal pour la qualité de service fourni aux internautes, car il permet de supprimer les intermédiaires entre les contenus/applications du fournisseur de services et les internautes. Indépendamment des remarques précédentes, l'ASIC souligne que le format du questionnaire de collecte de données proposé par l'ARCEP ne permettrait pas d'appréhender la réalité des mécanismes de distribution du trafic internet. Par exemple, le *transit* n'est pas – en tout cas pas toujours – spécifique à une destination, mais consiste majoritairement à acheter de la connectivité à Internet, c'est-à-dire sur l'ensemble des destinations avec lesquelles un fournisseur de services ne dispose pas de *peering* ou pour lesquelles les capacités de *peering* en place sont dépassées. De la même manière, les mécanismes de *Content Delivery Network* ne semblent pas être appréhendés ici alors qu'ils constituent bien un moyen de distribution du trafic internet.



Au total l'ASIC suggère à l'ARCEP que l'étude proposée soit, dans un premier temps au moins, un état des lieux qui permettra à l'Autorité de faire une analyse de la situation actuelle. Cette analyse pourrait ensuite être mise en consultation publique et permettrait notamment de décider si oui ou non, une analyse plus poussée devrait être mise en place.

D'ici-là, l'ASIC espère qu'en focalisant ses travaux sur les problèmes prouvés dans la neutralité du net, notamment les restrictions arbitraires sur l'usage de certains services et applications Internet, ARCEP parviendra à faire respecter dans la pratique ses recommandations pour la protection de la neutralité du net sur le territoire français (et notamment le principe central de non-discrimination des recommandations 1-5).

* * *

A propos de l'Association des Services Internet Communautaires (ASIC)

L'Association des Services Internet Communautaires (ASIC) est la première organisation française à réunir les acteurs du web 2.0 et vise à promouvoir le développement du « nouvel internet ». L'ASIC est présidée par Giuseppe de Martino, Directeur juridique et réglementaire de Dailymotion, et par Pierre Kosciusko-Morizet, Président directeur général du Groupe PriceMinister.

Contacts :

Giuseppe de MARTINO

Président de l'ASIC

giuseppe.demartino@dailymotion.com